

Syndicalisme et FSU : Publish or perish ?

Contribution au débat UA – Congrès du Mans 2016 par S. Tassel

Le syndicalisme, en particulier la forme qu'il a prise durant ces trente dernières années avec la création de la FSU et de Solidaires, mais aussi avec la crise de la CFDT, est mal en point. Au cœur d'une crise économique, sociale et environnementale, politique et morale, un cycle est en train de se clore. La mort du syndicalisme tel que nous le connaissons n'est plus une hypothèse que l'on peut ignorer. Il convient d'en prendre la mesure pour tourner une page importante de notre histoire et pouvoir commencer à écrire un nouveau chapitre. Rien ne serait pire que la gestion d'une lente agonie bercée d'illusion ou de passéisme. Nous avons à bâtir les conditions permettant de tirer le meilleur de notre intelligence collective : accepter la complexité avec humilité et exigence, travailler au fond avec honnêteté sans dogmatisme ni condescendance, dépasser nos chapelles et construire les nouveaux outils dont les salariés, la société n'ont jamais eu autant besoin. Les dynamiques explosives à l'œuvre sur la droite et l'extrême droite de l'échiquier politique sont autant d'électrochocs et de catalyseurs de phénomènes à l'ampleur peu prévisible, impactant directement le mouvement syndical.

Sommes-nous réellement en mesure de tirer des enseignements du recul qu'a subi la FSU lors des dernières élections professionnelles ? La baisse des décharges syndicales est-elle l'unique moyen de faire prendre la mesure du séisme que nous avons connu ? Le propos est direct, mais la question mérite d'être posée. Dans la FSU et ses syndicats nationaux, de récentes décisions interrogent pour le moins : un débat qui, faute d'avoir atteint la majorité qualifiée requise (70%), l'a conduite à ne pas pouvoir signer l'accord « Qualité de Vie au Travail », les processus représentatifs qui l'ont conduite à appeler à la grève le 9 avril prochain alors que la FSU a enchaîné une série de grèves minoritaires... Que cachent ces symptômes très préoccupants ? La fédération est-elle encore capable de compromis pour avancer ensemble ? Le souhaite-t-elle ? Quelle relation, chaque syndicat national, selon sa taille, entretient-il avec la fédération ? Il ne faut pas se voiler la face. Des syndicats de la FSU ne vont pas bien, à commencer par celui dans lequel je milite, le SNESUP. Pourtant, des sursauts ouvrant des possibles sont accessibles, pour peu qu'ils s'appuient sur une pratique honnête, respectueuse et complète de la démocratie qui fonde nos équilibres internes. La récente crise interne de la CGT, qui a paralysé de longs mois la plus grosse confédération syndicale, l'a profondément fragilisée. Mais avec elle, c'est tout le syndicalisme et le regard que les salariés portent sur lui, qui en sortent dégradés.

Une nouvelle propédeutique de l'action syndicale

Trois risques pèsent dès maintenant sur notre syndicalisme. Ils questionnent les choix d'orientation de nos organisations syndicales, de l'unité, des liens en prise avec le réel : la paralysie d'appareils syndicaux, la fuite en avant et l'éclatement des revendications, la substitution des buts par le mouvement « qui fait tout » (Bernstein).

En premier lieu, il nous faut combler un fossé qui se creuse dangereusement entre les syndiqués -trop peu nombreux- et leurs « appareils » en charge de choisir des modalités d'actions appropriées. Au sein de ces derniers, les militants sont placés devant une responsabilité importante : être tout à la fois capable d'être en prise avec une majorité de salariés et d'influencer efficacement leurs actions. Ces militants se font rares, souvent usés par de longues luttes sans véritables succès. La relève est

insuffisante pour permettre des allers-retours revitalisants entre la pratique syndicale et leurs métiers. Faire émerger de nouveaux visages sans les effrayer ni les dégoûter, les former, les accompagner est un objectif premier. Il doit pour autant être étayé par une réflexion de fond sur l'unification –et non l'uniformisation-, la mise en cohérence du mouvement syndical tant dans sa verticalité (instances nationales, territoriales, sectorielles...) que dans son horizontalité (établissements, entreprises, métiers...). C'est une des conditions pour que la vie démocratique, l'efficacité du syndicalisme s'en trouvent renforcées.

Quel projet syndical pour qui, avec qui ? Quels moyens ? Quelles méthodes ? Quelle stratégie syndicale ?

Le projet syndical de la FSU est de transformer la société, de l'inscrire dans une dynamique de progrès social. La période est particulièrement difficile pour arracher des motifs de satisfaction. Les grilles d'appréciation de ces dernières ont été faussées par dix années de luttes particulièrement rudes, elles affaiblissent la capacité d'engranger des réussites, aussi infimes soient-elles. Le niveau des rapports de force nécessaire est perçu comme inaccessible. Il ne suffit pas d'attendre l'on ne sait quelles incantations pour lever les masses ou d'écrire un nième texte pour se donner bonne conscience. La multiplication des courriels, dont on peine à filtrer les contenus selon leur importance, ne peut se substituer à un mode de communication directe et à l'action de proximité. Le rôle des réseaux sociaux sur ce dernier point est à approfondir sérieusement, rationnellement. L'efficacité du syndicalisme doit être impérativement questionnée. Il n'est pas question d'abdiquer, et d'attendre un « grand soir » sur lequel nous n'aurions par essence aucune influence en nous réfugiant dans un syndicalisme révolutionnaire purement incantatoire.

La bipolarisation entre un syndicalisme de lutte et un syndicalisme réformiste d'accompagnement dans les marges ne laisserait-elle aucune alternative ?

Proposer de nouveaux objectifs

Le projet syndical, dont il est souhaitable que les contours évoluent fortement devrait s'articuler autour d'un principe : la construction d'alternatives, clairement priorisées et jalonnées par des réformes successives s'appuyant sur une bataille intense, tant sur le terrain des luttes que sur celui des idées. Aujourd'hui, au-delà d'objectifs qu'il faudra se réapproprier collectivement, le syndicalisme a besoin de chemin, de réformes d'appui et de points de passage, étroits, certes. Un syndicalisme de transformation sociale, stratège, réformateur et progressiste.

Le chantier qui devrait être devant nous est crucial. Nos ressources ne sont pas illimitées. En effet, quels ont été les effets de ces dix dernières années sur le mouvement syndical, sur la confiance -sous-estimée ou fantasmée- que ses acteurs lui accordent pour peser, sur les formes de militantisme compatibles avec les évolutions des cadres de travail ? Quels rapports entretiennent les militants aux textes et à l'écrit en général ? Quand l'augmentation du taux de participation aux élections professionnelles ne bénéficie plus aux premières organisations, quid de la perception du syndicalisme majoritaire ? Le morcellement et la volatilité de plus en plus importante de l'adhésion syndicale ne font-ils pas peser un risque encore plus grand pour nos organisations ? Quelles sont les conséquences possibles d'une droitisation future de la société ?

Nous ne partons pas de rien. En vingt ans, la fédération s'est dotée de nombreux mandats. Il n'en demeure pas moins qu'ils sont le résultat d'une histoire qui pourrait n'être partagée que par une faible quantité de militants « historiques » ou s'inscrivant dans une lignée syndicale bien informée. Si la période nécessite de revisiter nos revendications et les priorités que nous leurs donnons, un travail de réappropriation de notre histoire commune est fondamental. En cela, bâtir de nouveaux outils syndicaux est une opportunité à saisir. La bataille des idées passe par cette étape incontournable. Elle permet de montrer la finesse et la complexité de certaines prises de positions, leur actualité et leur capacité à résister au temps. Elle évite de tomber dans les caricatures et les postures simplificatrices. Si ces dernières, qui trouvent une audience croissante, peuvent sembler rassurantes, elles masquent cependant le manque de confiance dans notre capacité à assumer des débats de fond complexes, tous sauf manichéens. Renoncer à cette complexité, nous éloigne du travail de conviction qu'il nous faut mener. Ménager du temps pour du travail syndical de fond est vital. Une recomposition des forces syndicales à cet effet est urgente ; des forces ancrées dans les professions ; un syndicalisme alliant proximité, efficacité et cohérence d'ensemble.

Une exigence de vrais débats

Regardons-nous tel que nous sommes –pas plus, pas moins- et non comme nous aimerions nous voir, avec nos richesses et nos faiblesses. C'est une des conditions d'une prise de conscience collective salutaire. La conjugaison des bouleversements économiques, sociaux, humains, fait de cette période un moment d'une extraordinaire complexité. Nul ne peut s'arroger seul la capacité de percevoir ses enchaînements, leurs fulgurances, l'étendue de leurs effets. Le temps passe. Les conflits qui fragmentent la société ne nous épargnent pas. Plus nous attendrons, et plus les effets générationnels conjugués à l'épuisement et à la versatilité du moment obèrent nos capacités à dépasser les difficultés que nous traversons et plus généralement, obèrent l'avenir du syndicalisme que nous portons.

La qualité des débats que nous devons mener doit être à la hauteur de la période et des enjeux pour le syndicalisme. Nous portons la lourde responsabilité d'apporter des réponses pour avancer dans une période où la somme des refus est supérieure à celle des points d'accord. Si nous n'agissons pas ou fuyons le débat, nous détournant de l'exercice de la démocratie syndicale, ou encore ne saisissons pas les possibilités de convergence qu'un exercice lucide et exigeant de cette dernière rend possible, les alliances objectives entre une avant-garde éclairée, des sectaires au dogmatisme chevillé au corps, des tenants d'intérêts très particuliers virant au clientélisme pourraient bien s'en charger...

Le 8 avril 2015